

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**S/NGBT/W/3/Add.30**

20 septembre 1995

(95-2726)

---

**Groupe de négociation sur les  
télécommunications de base**

Original: espagnol

## COMMUNICATION DE LA REPUBLIQUE DOMINICAINE

### Réponse au questionnaire sur les télécommunications de base

La communication ci-après est distribuée aux membres du Groupe de négociation sur les télécommunications de base à la demande de la République dominicaine.

REPONSE DE LA REPUBLIQUE DOMINICAINE AU QUESTIONNAIRE  
SUR LES TELECOMMUNICATIONS DE BASE DE  
L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

PARTIE I

Définitions et structure du marché

Définitions

1. Que considère-t-on comme des télécommunications de base dans votre régime réglementaire? Comment votre régime réglementaire définit-il ce qui n'est pas considéré comme des télécommunications de base?

La législation dominicaine ne contient pas de définition des télécommunications de base.

2. Votre régime réglementaire établit-il une distinction entre les réseaux (installations) et les services dans la définition des télécommunications de base? Dans l'affirmative, comment cette distinction est-elle établie?

Etant donné qu'il n'existe pas de définition du concept de service de télécommunication de base, cette question est sans objet.

3. Existe-t-il des réseaux ou services qui seraient considérés comme des télécommunications de base d'après la définition de l'AGCS et qui ne le seraient pas d'après la définition utilisée dans votre pays? Dans l'affirmative, indiquez lesquels.

Voir la réponse à la question 2.

Structure du marché

4. Donnez la liste de tous les sous-secteurs ou catégories de télécommunications qui sont réservés à un (des) fournisseur(s) monopolistique(s) ou exclusif(s).

Aucun règlement ou loi ne réserve la fourniture de services de télécommunication à l'Etat ou à un ou plusieurs monopoles. Cela étant, les services de télégraphe n'ont pas été inclus dans les accords de concession que l'Etat a conclus avec les sociétés concessionnaires.

5. Votre régime désigne-t-il un fournisseur monopolistique/exclusif ou un nombre limité de ces fournisseurs pour fournir des télécommunications de base à l'échelon national, sur une base géographique, ou pour des segments donnés du marché? Comment ce ou ces fournisseurs sont-ils constitués (par exemple ministères ou organismes publics, sociétés entièrement contrôlées par l'Etat, sociétés en partie contrôlées par l'Etat, sociétés privées)?

Le seul fournisseur monopolistique est l'Etat, pour le service télégraphique. Ce service d'Etat est assuré au niveau national par l'intermédiaire de la Direction générale des télécommunications (DGT). Les autres services de télécommunication sont fournis par des entreprises privées.

6. Des étrangers peuvent-ils participer au capital de ces fournisseurs ou les détenir? Dans l'affirmative, quelle est la part en pourcentage maximale autorisée et quel est le niveau actuel des participations étrangères identifiables?

Il n'existe pas de fournisseurs monopolistiques. Il n'y a pas non plus de restrictions en ce qui concerne la participation d'étrangers au capital des entreprises qui fournissent des services de télécommunication.

7. Si l'une des caractéristiques générales de votre régime est de ne pas autoriser la concurrence, veuillez indiquer

- a) si certaines activités ou catégories de ce qui pourrait être considéré comme des télécommunications de base ne sont pas réservées au monopole (par exemple, services de télécopie, de télex, de transmission de données, services mobiles, services par satellite);
- b) s'il existe d'autres moyens par lesquels des fournisseurs étrangers de télécommunications de base fournissent des télécommunications de base ou peuvent participer à leur fourniture (par exemple, sous-traitance ou arrangements de construction-exploitation-transfert avec les fournisseurs monopolistiques).

La législation dominicaine autorise la concurrence. Chaque contrat de concession comporte une clause à cet effet. Cette situation n'existe toutefois que depuis 1990. Auparavant, la Compañía Dominicana de Teléfonos (CODETEL), filiale de GTE, exerçait un monopole de fait.

En 1990, l'Etat dominicain a signé un contrat de concession de services de télécommunication avec la société Telepuerto San Isidro (TRICOM). De son côté, la société CODETEL a signé un accord d'interconnexion avec la société All America Cables & Radio (AAC&R), elle-même déjà signataire à l'époque d'un contrat de concession avec l'Etat.

8. Veuillez énumérer et décrire brièvement les accords intergouvernementaux, bilatéraux ou autres, que votre gouvernement a conclus en rapport avec la fourniture de réseaux et services de télécommunication de base.

La République dominicaine est membre de l'Organisation internationale de télécommunications par satellites (INTELSAT), qui est en activité depuis le 20 août 1971.

Par un contrat spécial en date du 7 octobre 1989, le gouvernement dominicain a désigné la société CODETEL comme étant l'entité privée chargée de représenter le pays dans l'Accord d'exploitation d'INTELSAT. Toutefois, la DGT a décidé que toutes les sociétés concessionnaires peuvent utiliser les services d'INTELSAT. L'accès aux satellites se fait donc dans le cadre d'un système de ciel ouvert.

## PARTIE II

### Concurrence

Il conviendrait de répondre aux cinq questions ci-dessous pour chaque sous-secteur et catégorie, repris dans les sections A et B, que vous décrivez. Etant donné que les sous-secteurs et catégories peuvent se chevaucher, il est important de savoir que c'est l'introduction de la concurrence et la façon

dont elle a été introduite qui doivent déterminer le choix des sous-secteurs et catégories pour lesquels donner une réponse.

- i) Généralités. Quelles sont les principales politiques et réglementations nationales concernant la concurrence dans ce sous-secteur ou cette catégorie? Des fournisseurs étrangers peuvent-ils participer à la fourniture de télécommunications de base dans ce sous-secteur ou cette catégorie?
- ii) Modes de fourniture. A votre avis, comment les modes de fourniture prévus par l'AGCS (fourniture transfrontières, consommation à l'étranger, présence commerciale et présence de personnes physiques) s'appliquent-ils à ce sous-secteur ou à cette catégorie? Quels types de prescriptions, conditions ou limitations s'appliquent dans ce sous-secteur ou cette catégorie pour chaque mode de fourniture?
- iii) Accès au marché. Quels types de limitations sont appliqués en ce qui concerne l'accès au marché? (En d'autres termes, le nombre des fournisseurs est-il soumis à des limitations quantitatives ou à un examen des besoins économiques? Des limitations sont-elles appliquées en ce qui concerne la valeur totale des transactions, le nombre total des opérations, la quantité produite ou le nombre total des personnes qui peuvent fournir des services de télécommunication de base? Existe-t-il des limitations concernant la participation étrangère au capital?)
- iv) Traitement national. Quels types de limitations concernant le traitement national sont en place qui accordent aux fournisseurs étrangers un traitement moins favorable qu'aux fournisseurs nationaux? (Par exemple, des préférences sont-elles accordées aux fournisseurs nationaux ou des restrictions ou obligations sont-elles imposées aux fournisseurs étrangers dans le cadre d'une quelconque procédure ou réglementation, y compris un régime de licences? Existe-t-il des limitations concernant la nationalité ou la résidence des cadres, directeurs ou membres du conseil d'administration? Les étrangers peuvent-ils détenir des terres ou des installations ou existe-t-il des restrictions à ce sujet?)
- v) Licences. Si une licence est exigée dans ce sous-secteur ou cette catégorie, décrivez brièvement la procédure et donnez des explications au sujet des principaux critères, prescriptions et taxes appliqués. Indiquez certaines des principales modalités et conditions appliquées aux détenteurs de licences une fois la licence obtenue.

#### A. Sous-secteurs

Pour tous les sous-secteurs dans lesquels votre régime autorise la concurrence (c'est-à-dire qui ne sont pas réservés à des fournisseurs monopolistiques ou exclusifs), répondez aux questions i) à v) ci-dessus, selon le cas. La liste de sous-secteurs donnée ci-après est indicative et vous pouvez y ajouter tout autre sous-secteur ou sous-activité que vous souhaitez décrire.

- a. Services du téléphone
- b. Services de transmission de données avec commutation par paquets
- c. Services de transmission de données avec commutation de circuits
- d. Services de télex
- e. Services de télégraphe
- f. Services de télécopie
- g. Services par circuits loués privés, et
- o. Autres services

Vous trouverez ci-après quelques exemples additionnels de réseaux ou services de télécommunication de base qui ne sont pas expressément mentionnés aux points a) à g) et o) ci-dessus et pour lesquels il pourrait être utile de fournir une réponse: services téléphoniques/non téléphoniques utilisant des circuits privés loués nationaux/internationaux; réseaux et services téléphoniques associés à la télévision par câble; services par satellite nationaux/internationaux et liaisons par satellite et capacités associées; réseaux et services mobiles cellulaires analogiques/numériques; réseaux et services PCS; services de radiorecherche; services mobiles pour données; accès locaux filaires/hertziens; liaisons locales/à grande distance par courants porteurs; commutation locale/à grande distance; commutation internationale et autres services passerelles. Si l'on peut considérer que certains de ces exemples relèvent du point o), d'autres peuvent être assimilés à des activités relevant des sous-secteurs a) à g).

Avant de présenter en détail les différents types de services de télécommunication fournis en République dominicaine, il convient de préciser certains points. La Loi n° 118 sur les télécommunications en date du 1er février 1966 dispose que l'exploitation de stations fixes de télécommunication est subordonnée à l'octroi d'une concession accordée par le pouvoir exécutif dans le cadre d'un contrat fixant les conditions de l'exploitation et mentionnant entre autres l'obligation de présence commerciale.

Conformément aux précédents existants et aux dispositions de la loi susvisée, le pouvoir exécutif autorise par le contrat de concession l'entreprise fournisseuse du service à fournir tous les types de services de télécommunication, à l'exception du service télégraphique, réservé jusqu'ici à l'Etat. En d'autres termes, une entreprise bénéficiaire d'une concession n'a pas à demander un permis ou une autorisation supplémentaire pour exploiter un nouveau type de service de télécommunication.

Ainsi, les réponses aux questions concernant les sous-secteurs ont une portée générale, sauf dans les cas particuliers expressément signalés comme tels.

- i) La fourniture de services dans tous les sous-secteurs est ouverte à la concurrence des entreprises fournisseuses, à savoir CODETEL, TRICOM et AAC&R. Cette dernière société n'offre pas de services de communication locale.
- ii) Le régime juridique existant couvre tous les modes de fourniture, sans limitations concernant le traitement national et l'accès aux marchés, si ce n'est l'obligation de présence commerciale pour la fourniture de services locaux de télécommunication de base. L'actionnaire majoritaire de CODETEL est la société GTE, et 40 pour cent du capital social de TRICOM appartient à Motorola.
- iii) Le Décret n° 2543 prescrit que toute personne physique ou morale étrangère souhaitant acquérir un immeuble de plus de 2 000 mètres carrés doit préalablement demander une autorisation au pouvoir exécutif. De même, le Code du travail dispose que 80 pour cent du personnel des sociétés étrangères doit être de nationalité dominicaine. Enfin, il y a l'obligation de présence commerciale pour la fourniture de services de télécommunication de base.
- iv) Il n'existe pas de limitations concernant le traitement national.
- v) Une fois la concession accordée par le pouvoir exécutif, la société concessionnaire doit demander aux autorités municipales des communes concernées un permis ou une autorisation pour la fourniture du service téléphonique. De même, pour la mise en place de réseaux ou d'installations d'une autre nature, un permis doit être demandé au Secrétariat d'Etat aux travaux publics et aux autorités municipales concernées.

B. Catégories

Pour chacune des catégories suivantes dans lesquelles la concurrence est autorisée, répondez aux questions i) à v) ci-dessus, selon le cas, ainsi qu'aux questions spécifiques correspondant à cette catégorie.

Services locaux/à grande distance/internationaux

1. Quelle distinction faites-vous entre les services locaux et à grande distance nationaux?

Ces deux concepts sont étroitement liés à celui de zone tarifaire, qui désigne une zone géographique desservie par un réseau téléphonique à l'intérieur de laquelle est appliqué un tarif unique.

Ainsi, les services locaux englobent l'ensemble des services véhiculés par des communications commençant et se terminant à l'intérieur d'une même zone tarifaire.

Les services à grande distance nationaux englobent de leur côté l'ensemble des services véhiculés par des communications commençant dans une zone tarifaire donnée du territoire national et se terminant dans une autre zone tarifaire du territoire national.

2. Faites-vous une distinction d'ordre réglementaire ou autre, entre les réseaux et services nationaux (locaux et à grande distance) et internationaux, et entre les fournisseurs de télécommunications de base dans ces segments du marché? Dans l'affirmative, précisez laquelle.

Il n'est pas fait de distinction d'ordre réglementaire entre ces types de réseaux. Les concessions qui ont été accordées jusqu'ici permettent aux entreprises de fournir toutes les formes de services de télécommunication publics, à condition d'avoir une présence commerciale dans le pays.

Systèmes à courants porteurs

Il n'est pas fait de distinction. Ces services sont réglementés uniquement par l'article 2 du Règlement n° 84-93 relatif à l'application de la Loi sur le droit d'auteur.

Systèmes hertziens

Note: Prière de couvrir tous les types de télécommunications hertziennes pertinents, y compris les liaisons par satellite, l'accès à la capacité des satellites, les microstations, les communications cellulaires mobiles, les services de radiorecherche, les services mobiles pour données et autres systèmes de radiocommunication. Etant donné que les réseaux à courants porteurs ou "fixes" peuvent comporter des éléments hertziens, les réponses données pour cette catégorie devraient concerner toutes les prescriptions spécifiquement prévues pour les éléments hertziens des réseaux ou services.

Ces services sont couverts au Titre IV, chapitre I de la Loi n° 118 sur les télécommunications en date du 1er février 1966.

En ce qui concerne la radiolocalisation, toute entreprise souhaitant exploiter un tel service doit demander à la DGT de lui assigner un canal radioélectrique conformément aux dispositions de l'article 9, point f), de la Loi n° 118 et aux dispositions de la Décision de la DGT n° 2-91 du 22 août 1991.

Concernant l'accès aux communications par satellite, c'est certes la société CODETEL qui a signé l'accord INTELSAT en tant que représentante du gouvernement dominicain, mais la Décision

n° 94-003 de la DGT du 20 mai 1994 prévoit que CODETEL doit laisser les autres entreprises fournisseuses de services de télécommunication accéder aux circuits d'INTELSAT.

### Revente

3. Votre réglementation autorise-t-elle la revente au plan international de capacités de circuits loués privés rattachés au réseau public? Dans l'affirmative, à une extrémité? Aux deux extrémités? A quelles conditions? La revente de capacités de circuits téléphoniques à commutation est-elle autorisée?

Dans le système de télécommunication de la République dominicaine, les circuits loués privés sont considérés comme des circuits spécialisés entre points fixes. Ils ne sont donc pas reliés au réseau public.

4. La revente de la capacité excédentaire des circuits loués privés est-elle autorisée? Dans l'affirmative, à quelles conditions? Les télécommunications de base peuvent-elles être mises à la disposition de tierces parties par la revente? Dans l'affirmative, de quelles télécommunications de base s'agit-il?

Il n'existe pas de dispositions limitant la revente.

### Installations

5. Les fournisseurs de télécommunications de base (étrangers et nationaux) peuvent-ils construire et exploiter leurs propres réseaux ou investir dans des consortiums pour construire et exploiter de telles installations? Si tel n'est pas le cas, quelles organisations sont autorisées à construire et à exploiter des réseaux de télécommunication de base?

Oui.

### Services publics/non publics

6. Votre régime établit-il une distinction entre les fournisseurs de services de télécommunication de base publics à commutation et non publics? Dans l'affirmative, comment?

Rien n'est prévu à ce sujet.

7. Quels types de télécommunications de base votre réglementation prescrit-elle, expressément ou en fait, de fournir au public en général?

Rien n'est prévu à ce sujet.

8. Quels types de télécommunications de base votre réglementation autorise-t-elle à fournir sur une base non publique (c'est-à-dire qu'elles n'ont pas à être fournies au public en général)?

Idem.

9. Quelles obligations ou responsabilités le statut de fournisseur public de télécommunications de base comporte-t-il et quelles conditions doivent être remplies? Par exemple, quelles obligations du type de celles des exploitants de réseaux sont imposées (entre autres, en ce qui concerne le service universel), et à qui?

Dans le cadre du régime juridique existant, les concessionnaires de services de télécommunication doivent garantir la fourniture du service universel. C'est à cette fin qu'a été mis au point le système de péréquation permettant de financer la construction du réseau local et la fourniture de services téléphoniques locaux abordables à partir des recettes dégagées par les communications à grande distance.

Néanmoins, avec la libéralisation des tarifs des communications à grande distance et l'admission de nouveaux concurrents dans la fourniture de ces services depuis 1990, la réforme du régime applicable aux télécommunications va se traduire par l'introduction d'un nouveau concept de service universel n'entravant pas la libre concurrence ni la fixation de prix compétitifs dans tous les domaines.

10. Des restrictions s'appliquent-elles au cas où un fournisseur de télécommunications souhaite organiser et fournir un réseau privé? Dans l'affirmative, lesquelles?

Rien n'est prévu à ce sujet.

11. L'exploitation des cabines téléphoniques à prépaiement est-elle réservée à des fournisseurs monopolistiques ou exclusifs?

Non.

### PARTIE III

#### Questions réglementaires

Dans les réponses aux questions de la présente partie, prière d'indiquer spécifiquement la source ou le statut des mesures visées (si possible, indication de la loi, du règlement, de la règle, de la directive, de la décision, du décret).

#### Rapports entre les fonctions réglementaires et opérationnelles

1. Des fournisseurs de télécommunications de base participent-ils directement ou indirectement à l'élaboration de la politique en matière de réglementation? A l'application de la réglementation? A l'élaboration ou à l'application des normes?

Aucune disposition légale ne prévoit que l'organe de réglementation doit inviter les fournisseurs de services à participer à l'élaboration des normes ou des règlements. Néanmoins, dans la pratique, les autorités demandent l'avis des fournisseurs de services avant d'adopter une norme ou de solliciter une assistance technique à l'étranger. Tel a été le cas pour les décisions adoptées récemment en matière d'interconnexion: les textes ont été élaborés par la DGT, avec les conseils de l'Union internationale des télécommunications (UIT), à la demande des entreprises privées du secteur.

Le 15 août 1995 a été lancée une réforme du régime juridique, institutionnel et réglementaire des télécommunications dominicaines, avec l'assistance technique de l'UIT et le concours financier des quatre entreprises de télécommunication autorisées à travailler dans le pays, sous la coordination du Secrétariat technique de la Présidence et avec la participation active de la DGT. Cette réforme vise entre autres les objectifs suivants:

- modernisation de la Loi sur les télécommunications;



- création d'un nouvel organe de réglementation décentralisé, participatif, autofinancé et bénéficiant d'une autonomie administrative totale;
- introduction de nouvelles normes en matière d'interconnexion, d'homologation, de numérotage, de protection des usagers, d'arbitrage, de délivrance des autorisations pour la fourniture de services, de tarification, de qualité du service, de délivrance des licences pour les services de radiocommunication et d'utilisation du spectre des fréquences radioélectriques; et
- élaboration de plans dans les domaines suivants: transmission, tarification, numérotage, acheminement, signalisation, synchronisation, qualité du service, accès, sécurité et attribution des fréquences.

2. Vos autorités réglementaires sont-elles aussi chargées d'élaborer les normes? De faire appliquer les normes?

L'article 140 de la Loi n° 118 sur les télécommunications du 1er février 1966 habilite la DGT, qui dépend du Secrétariat d'Etat aux travaux publics, à prendre les mesures administratives propres à assurer l'application de la loi.

De même, le Secrétariat d'Etat aux travaux publics peut prendre des décisions à valeur normative en ce qui concerne les télécommunications. En relation avec la mise en oeuvre de ces normes, les articles 129 et 130 de la Loi n° 118 donnent à la DGT le pouvoir de prendre des sanctions.

3. A combien de niveaux de l'administration (par exemple administration centrale, régions, Etats, collectivités locales) des autorités sont-elles chargées de la réglementation des télécommunications de base? Indiquez lesquels et donnez-en une description. Existe-t-il des procédures permettant aux fournisseurs de résoudre les questions qui se posent à eux ou leurs différends ou de faire appel d'une décision auprès de l'organe réglementaire concerné? Dans l'affirmative, veuillez les décrire.

Les organes administratifs ayant un pouvoir de réglementation en matière de télécommunications sont le Secrétariat d'Etat aux travaux publics et la DGT. Tous deux relèvent de l'administration centrale.

En ce qui concerne les procédures, la Loi n° 1494 du 31 juillet 1947 institue le Tribunal du contentieux administratif, devant lequel il peut être recouru contre toute décision de l'administration ou d'un organe administratif. Il existe aussi une voie de recours hiérarchique permettant de faire appel des décisions de la DGT devant le Secrétariat d'Etat aux travaux publics, qui est placé au-dessus de la DGT dans la hiérarchie. Les décisions du Secrétariat d'Etat peuvent quant à elles faire l'objet de recours devant le Tribunal du contentieux administratif.

Par ailleurs, le 20 mai 1994, la DGT a publié le Règlement relatif à l'interconnexion des réseaux de télécommunication. Ce texte établit une procédure d'arbitrage pour les différends dans ce domaine.

La Commission d'arbitrage comprend le Directeur de la DGT, le Secrétaire d'Etat aux travaux publics et un représentant du Secrétariat technique de la Présidence.

#### Allotissement ou assignation des fréquences

4. Quels sont les procédures, prescriptions et critères appliqués pour l'allotissement ou l'assignation des fréquences radioélectriques?

En vertu des dispositions du point f) de l'article 9 de la Loi n° 118, la DGT assigne les fréquences aux stations radioélectriques. A cette fin, les intéressés doivent soumettre à la DGT les pièces ci-après:

- un document attestant la constitution comme personne physique ou morale conformément aux procédures établies par la loi;
- une description du projet sur le formulaire correspondant de la DGT; et
- un document prouvant la capacité économique et la qualité morale du demandeur.

5. Les fournisseurs étrangers de télécommunications bénéficient-ils du traitement national en vertu de ces procédures et critères?

Oui.

#### Codes de numérotage et d'identification

6. Quels sont les procédures, prescriptions et critères utilisés pour attribuer les codes de numérotage et d'identification?

Pour l'attribution des codes de numérotage et d'identification, la République dominicaine fait partie de la zone mondiale n° 1, avec les Etats-Unis et les autres pays des Caraïbes. En conséquence, elle applique les procédures de BELLCORE, qui est l'entité nord-américaine chargée de réglementer les indicatifs de région (plan de numérotage régional) et les indicatifs de central ou les trois premiers des sept chiffres composant un numéro de téléphone.

7. Les fournisseurs étrangers de télécommunications bénéficient-ils du traitement national en vertu de ces procédures et critères?

Oui.

#### Normes, homologation et raccordement des équipements

8. Quels types de normes obligatoires sont d'application?

Rien n'est prévu dans ce domaine. Dans la pratique, les normes BELLCORE sont utilisées.

9. Lorsqu'une norme est à l'examen ou qu'une nouvelle norme est élaborée par votre organisme de normalisation, le public peut-il les examiner et faire ses observations avant qu'elles ne soient adoptées? Les étrangers peuvent-ils participer à ce processus? Le secteur privé peut-il participer à l'élaboration des normes? Dans l'affirmative, comment?

Il n'existe pas de règle ou de disposition légale prescrivant la participation du secteur privé ou d'étrangers à l'élaboration des normes en matière de télécommunications. Voir la réponse à la question 1.

10. Quels équipements doivent être homologués? L'autocertification est-elle autorisée? Votre gouvernement a-t-il conclu des accords de reconnaissance mutuelle pour la certification des équipements de télécommunication? Sont-ils nécessaires pour le matériel de fabrication étrangère?

La réglementation dominicaine ne compte pas de dispositions en rapport avec la certification des équipements. Les réformes en cours déboucheront sur l'application de normes compatibles avec les normes en vigueur au plan mondial.

11. Comment la capacité de raccorder les équipements terminaux au réseau est-elle réglementée? Quelles restrictions s'appliquent aux équipements terminaux qui peuvent être raccordés au réseau?

La Décision n° 4-91 de la DGT en date du 29 novembre 1991 dispose que toute entreprise de télécommunication doit mettre ses équipements à la disposition des usagers et permettre à une autre entreprise de connecter des équipements terminaux aux équipements des autres entreprises, sans aucune restriction concernant le type d'équipement.

La Décision n° 4-91 susmentionnée prévoit que toute entreprise de télécommunication connectant ses équipements terminaux aux équipements d'une autre entreprise doit veiller à ce que les lignes téléphoniques respectent les normes internationales en matière de téléphonie, du double point de vue des équipements et de la qualité du service. En cas de différend, les services techniques de la DGT procèdent aux travaux de certification et d'homologation requis.

12. Les fournisseurs de télécommunications de base raccordés au réseau public peuvent-ils utiliser leurs propres commutateurs?

Oui. Il n'y a pas de restriction à ce sujet.

13. Les autorités exigent-elles des fournisseurs utilisant le réseau qu'ils autorisent le raccordement d'équipements terminaux fournis pour les abonnés?

Oui, en vertu des dispositions décrites dans la réponse à la question 11.

#### Interconnexion

14. En règle générale, comment l'interconnexion est-elle réglementée dans votre régime? Quels sont les règlements appliqués?

La question de l'interconnexion pour les entreprises de télécommunication est régie par les Décisions de la DGT n° 94-003 du 20 mai 1994 et 95-001 du 7 avril 1995.

Ces décisions établissent l'obligation pour les entreprises concessionnaires d'interconnecter les réseaux de télécommunication dont elles ont la charge, aux fins de la fourniture de services sur le territoire de la République dominicaine, de façon que le trafic créé par l'une d'elles puisse aboutir dans le réseau terminal de l'entreprise avec laquelle l'interconnexion est réalisée.

Un système de "réseau unique" est actuellement mis en place afin de permettre aux abonnés d'un réseau de communiquer avec ceux d'un autre réseau à l'intérieur du territoire national.

15. Votre réglementation exige-t-elle des fournisseurs utilisant le réseau qu'ils assurent l'interconnexion d'autres fournisseurs de réseaux ou services de télécommunication de base? Dans l'affirmative, veuillez donner une description.

Oui.

16. L'interconnexion des circuits loués et des réseaux publics pour données est-elle autorisée?

Oui, en vertu des dispositions de l'article premier de la Décision n° 94-003, qui autorise l'interconnexion pour les services à valeur ajoutée.

17. Quels sont les règles et règlements concernant la tarification des interconnexions? Les taxes d'interconnexion sont-elles fixées en fonction de principes donnés (par exemple en fonction des coûts)? Les taxes d'interconnexion doivent-elles être soumises à un organe réglementaire pour approbation? Ces taxes font-elles partie du domaine public? Les mêmes taxes d'interconnexion s'appliquent-elles à tous les fournisseurs qui demandent l'interconnexion ou sont-elles négociées cas par cas? Quelles prescriptions ou obligations s'appliquent en ce qui concerne la publication des accords d'interconnexion, leur communication au public ou la notification de renseignements détaillés à leur sujet aux autorités réglementaires?

La Décision n° 94-003 indique les paramètres économiques sur la base desquels le montant des taxes d'interconnexion est fixé. Ces paramètres sont les suivants: i) la taxe d'accès, subdivisée en un droit d'utilisation et un prélèvement destiné à subventionner le service local; ii) le prix de revient de l'interconnexion; et iii) la répartition des recettes entre les entreprises.

L'article 12 de la Décision n° 94-003 fixe le montant des composantes de la taxe d'accès mentionnée ci-dessus: le droit d'utilisation du réseau local et/ou national est de 0,95 peso dominicain par minute de trafic taxé et le prélèvement destiné à subventionner le service local est de 0,70 peso dominicain par minute de trafic international taxé.

La DGT fixe les taxes d'interconnexion sur la base de ses propres calculs de coûts. Comme indiqué précédemment, c'est la DGT qui établit le prix de revient de l'interconnexion. Les mêmes taxes sont appliquées à toutes les entreprises.

Aucune disposition ne rend obligatoire la publication des accords d'interconnexion. Ceux-ci sont connus uniquement et exclusivement de leurs signataires.

#### Mesures de sauvegarde contre les pratiques anticoncurrentielles

18. Quels types de sauvegardes votre régime prévoit-il contre les pratiques anticoncurrentielles des fournisseurs ayant une position dominante dans les cas où ceux-ci peuvent être en concurrence avec d'autres entreprises pour fournir certains services de télécommunication de base sur le marché intérieur? Sur les marchés internationaux?

Il n'existe pas de dispositions prévoyant des mesures de sauvegarde contre les pratiques anticoncurrentielles des fournisseurs ayant une position dominante en relation avec la fourniture de services de télécommunication, que ce soit au niveau local ou au niveau international.

19. Votre réglementation établit-elle une distinction entre les fournisseurs ayant une position dominante et les fournisseurs n'ayant pas une position dominante? Dans l'affirmative, veuillez donner des détails et une définition des expressions "position dominante" et "position non dominante". Existe-t-il des sauvegardes en ce qui concerne les fournisseurs qui, par leur position de monopole ou leur position dominante, contrôlent l'accès à certains segments du marché ou du réseau?

L'article premier de la Décision n° 1-95 du Secrétariat d'Etat aux travaux publics mentionne le concept d'exploitant principal dans le contexte des communications à grande distance internationales: l'exploitant principal est défini comme étant l'entreprise de télécommunication assurant la plus grande partie du trafic de télécommunications internationales sur une ligne donnée. Plusieurs entreprises fournisseuses peuvent donc être des exploitants principaux, selon les lignes. Les entreprises de télécommunication travaillant dans le pays doivent négocier une taxe de répartition égale à celle fixée

par l'exploitant principal. Ce principe régit les paiements entre les entreprises concessionnaires et celles de l'extérieur. Il n'existe pas de sauvegardes en ce qui concerne les fournisseurs monopolistiques.

20. Y a-t-il une politique antitrust pour l'ensemble du secteur et/ou une politique antitrust pour des activités spécifiques des télécommunications? Quels sont les règles et règlements qui s'appliquent aux fusions et aux acquisitions?

Il n'y a pas de politique antitrust ni de disposition générale concernant les fusions et les acquisitions. Toutefois, les contrats par lesquels des licences d'exploitation sont accordées aux entreprises de télécommunication contiennent une clause qui dispose qu'il n'existe pas de restrictions au transfert du contrat à des personnes physiques ou morales privées dominicaines ou étrangères, une fois obtenue l'autorisation du pouvoir exécutif. Il n'en va pas de même pour les entités publiques étrangères qui n'y ont pas droit.

Il est prévu de créer un nouveau régime juridique et institutionnel de la concurrence sur la base des travaux de la CNUCED en matière de protection contre les pratiques commerciales restrictives et de protection des consommateurs.

De même, le nouveau régime des télécommunications comportera des dispositions protégeant explicitement la libre concurrence dans ce secteur. Ces dispositions figureront dans la nouvelle Loi sur les télécommunications ainsi que dans les règlements spécifiques qui verront le jour avec la mise en oeuvre de la réforme.

21. Existe-t-il des sauvegardes en ce qui concerne les fournisseurs de télécommunications de base qui s'occupent également de fabriquer du matériel de télécommunication? Dans l'affirmative, décrire la teneur et le fonctionnement de ces sauvegardes.

Il n'existe pas de fabricants de matériel de télécommunication à l'intérieur du territoire douanier dominicain. Il n'y a donc aucune disposition à ce sujet.

#### Mesures en rapport avec la tarification

22. Quel est le rôle du gouvernement ou de tout organe qui en relève dans la détermination des prix (tarifs, taxes d'accès, taxes de répartition) ou l'élaboration de la politique de tarification? Par exemple, le gouvernement fixe-t-il les prix ou les taxes de répartition, directement ou indirectement (par exemple prix plafonds ou contrôle des taux de rentabilité), ou les fournisseurs de télécommunications de base les déterminent-ils eux-mêmes? Quelles sont les prescriptions ou obligations fixées par le gouvernement en ce qui concerne les prix pratiqués par les fournisseurs ayant une position de monopole ou une position dominante? Ou par les autres fournisseurs?

Le Secrétariat d'Etat aux travaux publics intervient dans la fixation des prix du service téléphonique de base résidentiel. Les prix des autres services de télécommunication de base, des services à grande distance national et international, des communications mobiles, etc. sont fixés librement par les entreprises fournisseuses. Le Secrétariat d'Etat aux travaux publics a récemment fixé, dans sa Décision n° 2-95 en date du 23 janvier 1995, les taxes applicables au service de base résidentiel; des augmentations échelonnées jusqu'en décembre 1996 sont prévues. En vertu de cette décision, les entreprises fournisseuses pourront, à partir de décembre 1996, ajuster les prix en fonction de l'évolution des taux de change et/ou de l'inflation, mais tout projet d'ajustement devra être notifié préalablement au Secrétariat d'Etat aux travaux publics, qui l'approuvera ou le rejettera dans un délai de 30 jours.

La DGT a fixé le montant des taxes d'accès pour l'interconnexion dans sa Décision n° 94-003 du 20 mai 1994, modifiée par une nouvelle décision de la DGT en date du 7 avril 1995.

En ce qui concerne la taxe de répartition, l'Etat n'en fixe pas directement le montant: en application de la Décision n° 1-95 du 3 janvier 1995, les entreprises de télécommunication travaillant dans le pays négocient pour une ligne donnée une taxe de répartition égale à celle fixée par l'entreprise de télécommunication assurant la plus grande partie du trafic de départ sur la ligne en question (l'exploitant principal).

23. Le gouvernement exige-t-il que les tarifs soient approuvés ou notifiés et, dans l'affirmative, quelle est la procédure? Quelles prescriptions sont appliquées en matière de comptabilité des prix de revient pour assurer la transparence?

Le seul tarif fixé avec l'intervention directe de l'Etat est celui indiqué précédemment pour le service de base résidentiel.

24. Dans quelle mesure le principe de la non-discrimination s'applique-t-il dans le cadre de la politique de détermination des prix? Par exemple, est-il possible d'appliquer des tarifs spéciaux, comme un rabais en fonction du volume, à un groupe spécifique et, dans l'affirmative, suivant quelles modalités et à quelles conditions? Les taxes de répartition sont-elles appliquées sur une base non discriminatoire entre les pays? Si les taxes de répartition appliquées au titre de différents accords ne sont pas les mêmes, quels critères a-t-on appliqués pour arriver à ces niveaux différents? Certains de ces critères sont-ils prescrits ou définis par le gouvernement?

Comme indiqué précédemment, la taxe de répartition est fixée par l'exploitant principal en vertu de la Décision n° 1-95, qui prescrit aussi que les tarifs des communications établies en République dominicaine à destination d'un point déterminé ne peuvent pas être inférieurs à ceux appliqués aux communications établies en ce point à destination de la République dominicaine.

25. Des fournisseurs de télécommunications de base participent-ils à la fixation des tarifs pour l'ensemble du secteur?

La législation en vigueur en matière de télécommunications ne prévoit pas de mécanisme permettant au secteur privé de participer à la fixation des prix des télécommunications; néanmoins, la DGT associe souvent le secteur des télécommunications à ses décisions.

26. Sur quelle base les prix (tarifs, taxes d'accès, taxes de répartition) sont-ils déterminés? Quels concepts sont appliqués en ce qui concerne les prix de revient? Y a-t-il un principe général concernant la répartition des coûts? Le gouvernement utilise-t-il la méthode fondée sur les coûts pour déterminer les prix des télécommunications de base, ou exige-t-il que cette méthode soit appliquée? Sinon, les fournisseurs de télécommunications de base utilisent-ils la méthode fondée sur les coûts pour déterminer les prix?

Chaque entreprise fixe ses prix, à l'exception, comme indiqué précédemment, de ceux du service de base résidentiel et du montant des taxes de répartition et des taxes d'accès pour l'interconnexion.

27. Dans quelle mesure le principe de la non-discrimination s'applique-t-il à la politique tarifaire? Par exemple, des groupes spécifiques sont-ils favorisés au moyen de tarifs globaux comme des rabais en fonction du volume? Cela est-il permis? Quelles conditions s'appliquent?

Il n'existe aucune sorte de limitation concernant les rabais que les entreprises de télécommunication peuvent consentir à leurs clients. De fait, les entreprises offrent différents types de tarifs globaux qui peuvent prendre la forme de rabais en fonction du volume, de combinaisons de différents types de services et de facilités et de bons échangeables contre des minutes d'utilisation.

Les tarifs globaux visent des segments particuliers du marché comme le secteur touristique, les entreprises de zone franche et les groupes industriels. Il n'y a donc pas de discrimination dans l'application de ces systèmes.

#### Servitudes pour la construction d'infrastructures

28. Les fournisseurs de services de télécommunication de base sont-ils autorisés à construire leurs propres infrastructures ou installations? Dans l'affirmative, quels sont les procédures et critères appliqués pour autoriser la construction d'infrastructures ou d'installations? Quels sont les procédures, critères, limitations ou restrictions en ce qui concerne les servitudes pour la construction d'infrastructures ou d'installations?

Les contrats de concession accordés par l'Etat aux entreprises fournisseuses de services prévoient habituellement le droit pour celles-ci de construire leurs réseaux et leurs infrastructures en général.

Néanmoins, la Loi n° 118 dispose que, pour bénéficier d'une servitude aux fins de l'installation d'une infrastructure, il faut obtenir l'agrément du Secrétariat d'Etat aux travaux publics et des autorités municipales concernées.

29. Les fournisseurs étrangers de télécommunications de base bénéficient-ils du traitement national en vertu de ces procédures et critères?

Oui.

#### Nouveaux services de télécommunication

30. Décrivez les processus ou procédures réglementaires généraux applicables en cas d'introduction de "nouveaux" services de télécommunication. N'est-il pas possible de fournir ces nouveaux services tant que la procédure réglementaire pertinente n'est pas achevée?

Les concessions accordées par le pouvoir exécutif aux entreprises fournisseuses de services sont généralement valables pour tous les types de services. En conséquence, aucun permis ou autorisation n'est en principe nécessaire pour l'introduction d'un nouveau type de service de télécommunication une fois que la concession a été accordée, sauf pour les services de télécommunication utilisant des fréquences radioélectriques, comme les communications mobiles (voir Partie II).

31. Lorsqu'un nouveau service devient possible ou disponible, qui en détermine le statut (service de base ou à valeur ajoutée), en vertu de quelle procédure et dans quel délai?

Sans objet.